

affiliées d'établir des agences, des succursales ou d'autres filiales directes ou indirectes sur le territoire de tout autre pays.

Réserves aux articles 1404 et 1407

13. Après la période transitoire, l'acquisition d'une banque commerciale établie au Mexique, ou l'acquisition de son actif ou de son passif, par un fournisseur de services financiers d'une autre Partie ne sera autorisée par le Mexique, selon des considérations prudentielles raisonnables établies au cas par cas, que si la somme du capital autorisé de la banque commerciale acquise et du capital autorisé de toute banque commerciale au Mexique qui est déjà contrôlée par l'acquéreur ne dépasse pas 4 p. 100 du capital global de toutes les banques commerciales du Mexique.

14. Le Mexique pourra adopter des mesures qui (i) limitent l'autorisation d'établir au Mexique une société financière étrangère affiliée à un fournisseur de services financiers d'une autre Partie qui, directement ou par l'entremise de l'une de ses sociétés affiliées, fournit déjà le même genre de services financiers sur le territoire de l'autre Partie; et qui (ii) limitent ce fournisseur (ainsi que ses sociétés affiliées) à une seule institution du même type au Mexique. Lorsqu'il s'agira de déterminer quels types d'opérations un fournisseur de services financiers mène aux fins de la phrase précédente, tous les types d'assurance sont réputés constituer un même type de service financier; mais les opérations d'assurance sur la vie et les opérations d'assurance autre que sur la vie pourront être menées par une même institution ou par des sociétés financières étrangères affiliées distinctes.

Réserves aux articles 1404, 1405 et 1407

15. Les activités et opérations relevant des programmes d'assurance du gouvernement du Mexique actuellement menées par Aseguradora Mexicana, S.A. ou Aseguradora Hidalgo, S.A. (y compris l'assurance des employés, organismes et agences du gouvernement et des entités publiques) seront exemptées des articles 1404, 1405 et 1407 en autant que ces entreprises sont contrôlées par le gouvernement du Mexique et pour une période commercialement raisonnable suivant la cessation de ce contrôle gouvernemental.

Réserve à l'article 1405

16. Afin de ne pas nuire aux politiques monétaires et cambiales du Mexique, les fournisseurs de services financiers non résidents d'une autre Partie ne seront pas autorisés à fournir des services financiers sur le territoire du Mexique ou aux résidents du Mexique, et les résidents du Mexique ne pourront pas acheter des services financiers de fournisseurs de